



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 65 – 3 MARS 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU
SUD : RENAULT
DEVELOPPE UNE
NOUVELLE
EXPERIENCE
MARKETING EN
LIGNE

CREATION D'UN
PORTAIL TOURISTIQUE
COMMUN ENTRE LE
KENYA, L'UGANDA
ET LE RWANDA

GUINEE : CREATION
D'UN CENTRE D'APPUI
AUX PME

UGANDA :
OUVERTURE DE LA
PREMIERE RAFFINERIE
D'OR EN AFRIQUE DE
L'EST

CAMEROUN :
OUVERTURE
PROCHAINE D'UN
SUPERMARCHÉ
CARREFOUR A DOUALA

FACEBOOK AU NIGERIA
DURANT LA SOCIAL
MEDIA WEEK

KENYA : FEU VERT DES
AUTORITES
AMERICAINES POUR
L'OUVERTURE D'UNE
LIGNE AERIENNE
DIRECTE VERS LES
ETATS-UNIS

COMORES : VISITE
D'UNE DELEGATION DU
GROUPE AIRBUS

LA BAD OUVRE DES
BUREAUX-PAYS AU
BENIN, EN GUINEE ET
AU NIGER



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La BAD ouvre des bureaux-pays au Bénin, en Guinée et au Niger

Conformément à son plan de décentralisation, la Banque africaine de développement (BAD) a décidé de renforcer sa présence opérationnelle au Bénin, en Guinée et au Niger, avec l'ouverture de bureaux dans ces pays. La Banque estime que l'ouverture de ces bureaux devrait porter d'ici 2019 le portefeuille de projets financés à environ : 750 MUSD au Bénin, 1 Md USD en Guinée et 625 M USD au Niger. Dans ces deux derniers pays, elle souligne que sa présence permettra de réduire la proportion des projets à risque, de près de 78 % à 20 %. La BAD dispose actuellement de « bureaux de liaison » dans 35 pays africains, de deux centres régionaux de ressources (Kenya et Afrique du Sud) et d'un bureau de représentation pour l'Asie en Chine.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Création d'un portail touristique commun entre le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda

Les organismes en charge de la promotion du tourisme au Kenya, en Ouganda et en Rwanda ont lancé [une plateforme d'information en ligne](#) commune. Ce site a pour objectif de rassembler les informations touristiques relatives aux trois pays sur un seul site, de manière à promouvoir la région dans son ensemble. Les trois pays ont par ailleurs créé en 2014 un visa touristique commun, l'East Africa Tourist Visa, distinct du visa touristique classique (pour un seul pays). D'après les données nationales et pour l'année 2015, 1,2 million de touristes ont visité le Kenya, 1,3 million l'Ouganda et 1,2 million le Rwanda.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso: remaniement ministériel

Le Premier ministre, Paul Kaba Thieba, demeure à son poste. Il dirigera la nouvelle équipe composée de 32 ministres (25 hommes et 7 femmes), contre 29 précédemment. Hadizatou Rosine Sori-Coulibaly conserve le portefeuille de l'Economie, des Finances et du Développement. Stéphane Wenceslas Sanou est reconduit comme ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat. De même que Eric W. Bougouma au ministère des Infrastructures. Comme changement, le ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières est scindé en deux : Alfa Oumar Dissa conserve le portefeuille de l'Energie, quand Oumarou Idani hérite de celui des Mines et des Carrières. À l'Economie numérique, Aminata Sana est remplacée par Hadja Fatimata Ouédraogo.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso: balance des paiements excédentaire en 2015

Les comptes extérieurs du Burkina Faso de l'année 2015 ont été publiés par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) le 21 février 2017. La balance des paiements a été excédentaire en 2015 pour un montant de 283,6 Mds FCFA (432 M EUR), après un déficit de 132,9 Mds FCFA (202 M EUR) en 2014. Selon la BCEAO, cette performance est essentiellement due aux entrées nettes de capitaux que le pays a enregistrées au cours de l'année 2015, de l'ordre de 491,4 Mds FCFA (749 M EUR) contre 163,5 Mds de FCFA (249 M EUR) l'année précédente.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la mise en place de la couverture maladie universelle (CMU) se précise

La CMU devrait être un système obligatoire pour toutes les personnes résidentes dans le pays. Les enrôlements, démarrés il y a un peu plus d'un an, se poursuivent. Dans la perspective du lancement de sa phase pilote avant la fin de ce premier trimestre, le gouvernement vient de fixer par décret à 1 000 FCFA (1,52 EUR) par mois et par personne, le montant de la cotisation au régime contributif, soit 12 000 FCFA par an (18,29 EUR). Ce décret précise également que l'Etat prendra en charge les cotisations des personnes économiquement faibles ou démunies.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Mission Medef à Abidjan

Une délégation de la Task Force « ville durable » du Medef s'est rendue à Abidjan du 27 février au 1^{er} mars. Composée de 37 entreprises et de 50 personnes, la délégation a été conduite par Gérard Wolf, fédérateur « France » de la famille à l'export « mieux vivre en ville ». La délégation a été reçue par le vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, ainsi que par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, entouré de plusieurs membres de son gouvernement. Les entreprises ont également participé au forum du Fonds mondial de la ville (FMDV) se tenant en marge de la visite Medef et ont ainsi pu rencontrer les représentants des collectivités territoriales et locales autour d'ateliers de travaux thématiques.

✉ alexis.duboisberranger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : visite d'Etat du Roi du Maroc

Le Roi du Maroc, Mohammed VI, a entamé depuis le 24 février une visite d'Etat de cinq jours en Côte d'Ivoire. Il s'agit de la quatrième visite qu'il effectue dans le pays depuis 2011. Il est entre autres prévu un tête-à-tête avec le Président ivoirien et la signature de 14 accords bilatéraux. En particulier, deux conventions de prêt ont été signées avec la banque marocaine Banque centrale populaire pour le financement de projets de modernisation d'infrastructures routières (165 M EUR) et de renforcement du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat féminin en Côte d'Ivoire (7,6 M EUR). Le stock d'IDE marocain en Côte d'Ivoire était de 78 M EUR en 2015. Les échanges commerciaux bilatéraux ont fortement progressé, atteignant environ 200 MEUR en 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : visite de travail du Roi Mohamed VI du 23 au 24 février

A cette occasion, plusieurs conventions et accords ont été signés, notamment : un accord sur la création d'un système de cadastre, une convention-cadre de coopération pour la mise en place de projets d'agrégation de la production du maïs en Guinée, un accord sur la réalisation d'un projet d'aménagement hydro-agricole d'une superficie variant entre 200 à 300 ha, une convention de don (10 M USD) pour le projet d'assainissement liquide de Conakry. Un mémorandum d'entente en matière d'assistance technique (formation de cadres guinéens dans le domaine du développement urbain) et un protocole d'accord pour la fourniture de 100 000 tonnes d'engrais ont pu être également signés.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger: le pays n'obtient que 60,6 % du montant sollicité lors de sa dernière émission de bon du Trésor

Lors de sa dernière émission de bons de Trésor sur le marché régional (UEMOA) le 23 février, le Niger n'a pu obtenir que 15 Mds FCFA (23 M EUR), soit 60,6 % du montant mis en adjudication. La maturité de l'emprunt est de trois mois avec une date d'échéance fixée au 27 mai 2017. Le taux d'intérêt marginal a été fixé à 6,9 %, tandis que le taux moyen pondéré est ressorti à 6,27 %.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Sénégal : nouvelle grille tarifaire de l'électricité en 2017

La Commission de régulation du secteur de l'électricité (CRSE) a défini les modalités d'application de la baisse des tarifs de l'électricité pour les clients de la Société nationale d'électricité (SENELEC). La première tranche des clients (consommation inférieure à 150 KWH, soit 52 % des clients), bénéficiera d'une baisse de 15 % ; la deuxième tranche (consommation comprise entre 150 et 250 KWH, 29 % des clients), aura une baisse de 11 %; la dernière tranche (consommation supérieure à 250 KWH) aura une baisse de 4 %. Les concessionnaires d'électrification rurale et l'éclairage public connaîtront une baisse de 10 % sur les tarifs et les primes fixes. Selon la CRSE, cette mesure conduira à une baisse de 32 M EUR des recettes de la SENELEC.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : nouvelle augmentation du prix des hydrocarbures

Le gouvernement vient de décider d'une augmentation des prix des produits pétroliers. Cette nouvelle augmentation des prix (la précédente avait eu lieu fin janvier) fixe le prix de l'essence sans plomb à 524 FCFA, contre 476 FCFA le mois précédent et 433 FCFA en août 2016. L'essence était alors la moins chère de la zone UEMOA, légèrement en dessous du prix à la pompe béninois (435 FCFA).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : changement à la tête de l'Office togolais des recettes

Le gouvernement a annoncé la nomination d'un commissaire général par intérim de l'Office togolais des recettes (OTR). L'OTR est un établissement public à caractère administratif, né de la fusion des directions des douanes et des impôts, instauré en décembre 2012 et effectif depuis 2014. Kodjo Adedze, ex-commissaire des douanes et droits indirects, remplace Henry Gaperi à la tête de l'agence. Ce dernier, de nationalité canadienne et rwandaise, avait été nommé en janvier 2014 au terme d'un processus de sélection par appel à candidatures. Son contrat était initialement prévu pour un mandat de quatre ans renouvelable. L'OTR a annoncé des recettes de 867 MEUR en 2016, contre 732 M EUR en 2015 699 M EUR en 2014.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : un déficit public en hausse, mais inférieur aux attentes à la moitié de l'année fiscale 2016/17

A fin décembre 2016, soit la moitié de l'année fiscale 2016/17, le déficit public a atteint 3,3 % du PIB, contre 2,2 % du PIB un an plus tôt. Les recettes fiscales ont été légèrement inférieures aux prévisions : 674,2 Mds KES (9,1 % du PIB) ont été prélevés, contre 701,7 Mds KES (9,9 % du PIB) initialement prévu. L'impôt sur le revenu et la taxe sur la valeur ajoutée des biens importés sont les principaux postes de recettes qui ont été surestimés. Sur le volet des dépenses, l'Etat a dépensé 928,5 Mds KES (12,5 % du PIB) contre 1 110,9 Mds KES (14,9 % du PIB) prévu. Le non-décaissement dans le domaine des projets de développement est à l'origine de cet important écart.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : les perspectives de croissance estimées entre 3,8 % et 4 % pour 2017

La Banque de Maurice (BoM), qui a maintenu son taux directeur (*repo rate*) à 4 % lors de son dernier comité de politique monétaire, estime que la croissance du pays en 2017 devrait se situer entre 3,8 et 4 %. Cette appréciation s'appuie en particulier sur le volume important des investissements publics prévus dans le secteur des infrastructures routières et sur les projets de rénovation en cours dans le domaine hôtelier (+ 7 % attendu en 2017 pour le secteur du BTP). La BoM indique avoir dû émettre des titres pour absorber un excès de liquidités de 59 Mds roupies (1,5 Md EUR) sur les 18 derniers mois, compte-tenu principalement d'une baisse des crédits bancaires.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : un taux de croissance légèrement supérieur à 4 % attendu en 2017**

Selon le FMI, le niveau de croissance en 2016 (en recul par rapport à 2015, où il avait atteint 5,7 %) devrait s'établir à 4,4 %. La croissance aurait été principalement portée par les secteurs de la construction et du tourisme (+ 9,7 % pour ce dernier). Les prévisions pour 2017 tablent sur un taux de 4,1 %, alors que – sur le moyen terme – la trajectoire est estimée légèrement supérieure à 3 %. Après un contexte favorable en 2016 (stabilité des taux de change, bas prix des matières premières), la pression inflationniste risque de repartir à la hausse en 2017. Le prochain budget devrait être marqué par la volonté de réduire les inégalités de revenus qui se sont accrues aux Seychelles.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : exportations en baisse**

La valeur des exportations de produits manufacturés a diminué de près de 20 % (272,4 MUSD) à fin décembre 2016 par rapport à fin 2015, selon les derniers chiffres de la Banque centrale. Alors que la valeur des exportations de biens manufacturés avait dépassé 1 Md USD en 2012, à 1,04 Md USD, elle avait atteint 1,36 Md USD en 2015, avant de chuter à 1,09 Md USD en 2016. On observe une diminution marquée des exportations de produits de base tels que les huiles comestibles, la céramique et la verrerie. Le secteur manufacturier, comme d'autres secteurs stratégiques, a souffert de la forte baisse du crédit, les banques ayant adopté une approche plus prudente en matière de prêts en réponse à une situation de tension au niveau des liquidités.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : adoption de nouvelles mesures par la Banque centrale (CBN) pour faciliter l'accès aux devises**

Les demandes de devises pour les indemnités de déplacements et voyages personnels, les frais de scolarité et des soins médicaux, sont consolidées par les banques et transmises hebdomadairement (tous les mardis) à la CBN ; le taux de change appliqué à ces transactions ne peut être supérieur de 20 % à celui du marché interbancaire. La CBN a demandé aux établissements bancaires d'ouvrir des bureaux dans les principaux aéroports du pays pour faciliter les déplacements des voyageurs. L'autorité tout en rappelant son engagement pour le développement du secteur manufacturier, met fin aux règles préférentielles d'attribution des devises imposées aux banques commerciales. Elle a par ailleurs indiqué qu'elle procèdera à des enchères de forward de devises de 60 jours au lieu de 180 jours.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les banques encouragées à réduire leurs taux d'intérêt**

Le nouveau gouvernement a entrepris des discussions informelles avec les représentants du secteur bancaire afin de les inciter à réduire leurs taux de prêts. En dépit de la récente baisse du taux directeur par la Bank of Ghana, les établissements continuent à pratiquer des taux prohibitifs (taux moyen de 32 % pouvant culminer à 40 %). Cette politique constitue un frein majeur au développement et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises ghanéennes, notamment des PME, dont la nouvelle administration a fait l'un de ses chevaux de bataille. Les banques ghanéennes ont jusqu'à présent été peu sensibles à ces messages préférant continuer à acheter des bons du trésor aux rendements confortables et sans risque plutôt que de financer l'économie locale.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Burkina Faso: lancement de la facture normalisée

Le gouvernement burkinabè vient d'instituer l'obligation d'utiliser des factures normalisées dans le cadre des transactions commerciales. Attendue depuis longtemps, cette facture normalisée a été lancée le 21 février 2017. Selon le Directeur général des impôts, Adama Badolo, la facture normalisée devrait permettre de lutter contre la concurrence déloyale, de formaliser le secteur informel, de délivrer des factures fiables et conformes au droit commercial, de réduire le contentieux fiscal sur les conditions de forme des factures, de sécuriser le droit à déduction de la TVA. La facture normalisée doit aussi permettre à l'État de lutter contre la fraude, le faux et l'usage du faux.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : création d'un centre d'appui aux PME

Les ministres de l'Industrie, des PME et de la Promotion du secteur privé et du Budget, le directeur général du MEDEF International et la Banque mondiale ont procédé le 22 février 2017 au lancement du Centre d'appui aux petites et moyennes entreprises (CAPME) à Conakry. Il s'inscrit dans le cadre du projet d'appui aux PME de la Banque mondiale, doté d'un financement de 10 M USD. Il est créé pour (i) renforcer la compétitivité des PME guinéennes en leur fournissant les appuis techniques nécessaires et (ii) d'améliorer l'environnement des affaires dans le pays.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : mise en place du Système Intégré de Gestion des Opérations de Change

Le gouvernement malgache a adopté le 21 février le décret fixant les modalités et conditions d'accès le processus de dématérialisation des procédures administratives au sein de la Direction générale du Trésor, en collaboration avec l'administration douanière, l'association professionnelle des banques, les importateurs et exportateurs ainsi que les transitaires. Ce SIGOC, dont la mise en place sera suivie d'un assouplissement des conditions d'octroi d'agrément pour l'ouverture de bureaux de change, figure parmi les instruments du gouvernement pour lutter contre le marché informel.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : présentation du nouveau code des marchés publics

La loi n°2016-055 du 25 janvier 2017 portant Code des Marchés Publics a été présentée aux acteurs et aux parties prenantes du système des marchés publics. Les principales innovations de cette loi concernent : i) la séparation des fonctions de « contrôle » et de « régulation » par la mise en place de deux organes indépendants dont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et l'organe chargé du contrôle des marchés publics ; ii) la définition des fonctions des deux organes ; iii) l'amélioration du règlement des différends ; iv) l'introduction de la notion de marchés à commande ; v) la mise en place de procédures dématérialisées ; vi) ainsi que la mise en place d'un comité d'éthique au niveau de l'ARMP.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso – Mise en œuvre du système de normalisation**

Les conditions d'utilisation du système national de normalisation et certification de produits et services sont fixées par un Décret du 30 décembre 2016 qui définit les conditions d'octroi et d'utilisation du logotype constituant la marque nationale de conformité aux normes applicables dans le pays. Ces modalités se conforment aux dispositions d'un Règlement de l'UEMOA de juin 2010 qui harmonise les conditions d'octroi des certificats de conformité aux normes afin de permettre la libre circulation des produits et des services dans l'Union. Sont notamment décrites les modalités de certification par l'Agence Burkinabé de Normalisation.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Mali : la compagnie malienne pour le développement du textile signe une convention de financement de 205 M EUR avec plusieurs banques

Une convention de financement de 205 M EUR a été signée à Paris le 1^{er} février dernier entre la compagnie malienne de développement de textile (CMDT), la banque du Mali et un pool bancaire composé de la Banque Ouest-africaine de développement et de plusieurs banques européennes. La Banque du Mali a été chef de file de cet arrangement.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : l'Autorité routière compte investir 91 M EUR en 2017 pour l'entretien du réseau routier

Le budget 2016 de l'Autorité routière, a été de 104 M EUR. Les recettes mobilisées au titre des ressources propres entre janvier et décembre 2016 se sont chiffrées à 51 M EUR, contre une prévision annuelle de 55 M EUR, soit un taux de mobilisation de 92 %. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 74,26 % pour la même période. Pour l'exercice 2017, le budget est estimé à 121 M EUR, soit une hausse de 26 % par rapport à 2016. D'après le directeur général de l'Autorité routière, près de 91 M EUR seront alloués à l'entretien du réseau routier.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : 7 M USD du PNUD pour le développement de six villes vertes

Le gouvernement éthiopien et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont signé un accord de coopération pour le programme intitulé COMPOST (Créer des Opportunités pour les Municipalités pour la Transformation des Déchets Solides). L'objectif est d'atténuer les effets du changement climatique en renforçant le lien entre la gestion des déchets urbains et le développement de « villes vertes ». D'un montant total de 7 M USD, le COMPOST sera déployé dans les villes d'Adama, Bishoftu, Bahir Dar, Dire Dawa, Hawassa et Mekelle, sur une durée de 5 ans.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : construction d'un nouvel aéroport international

Le Premier ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, a annoncé la construction d'un aéroport international à Babati, à proximité des parcs nationaux du Lac Manyara, du Tarangire et de la *Burunge Game Reserve*. Situé à 215 km au sud-ouest de l'aéroport de Kilimandjaro, cet aéroport vise à faciliter l'accès des touristes aux attractions environnantes. L'étude de faisabilité devrait être réalisée d'ici 2019 et la mise en construction entamée dès 2020. Cette annonce intervient un mois après celle de la construction d'un nouvel aéroport international à Dodoma. L'aéroport de Babati deviendrait le sixième aéroport international de Tanzanie, suivant les aéroports de Dar es Salaam (JNIA), Kilimandjaro (KIA), Mwanza (MWZ), Mbeya-Songwe et Dodoma.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique de l'Ouest : réserve régionale de sécurité alimentaire et Lutte contre les mouches des fruits**

La CEDEAO a organisé, du 20 au 25 février à Cotonou, des réunions dans le cadre de ses projets sur la sécurité alimentaire financés par l'UE et l'AFD : le Projet d'appui à la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire et le Projet de Soutien au Programme Régional de Lutte et de Contrôle des Mouches des Fruits. Le premier atelier a fait le point sur la situation de sécurité alimentaire dans la région, offert une plateforme d'échanges pour les acteurs engagés dans le stockage de proximité et abouti à la proposition d'une feuille de route pour leur mise en réseau. Le second a regroupé les représentants des Comités Nationaux de lutte contre la mouche des fruits des pays bénéficiaires du projet afin de faire le bilan des activités.

✉ maillote@afd.fr

▼ **Nigéria : le Conseil exécutif fédéral (FEC) approuve la rénovation de 12 routes pour 126 Mds NGN (400 M USD)**

L'enveloppe de 126 Mds NGN (400 M USD) est destinée à la rénovation de 12 routes à travers le pays et plus précisément, dans les Etats de Kano, Bauchi, Adamawa, Kwara, Gombe, Enugu et Kaduna. Dans la proposition de budget du ministère de l'Énergie, des Travaux et du Logement de 564,2 Mds NGN (1,79 Md USD), les infrastructures routières absorbent 55% de l'enveloppe totale, soit 311,5 Mds NGN (990 M USD). Les projets routiers y sont regroupés par ordre de priorité et d'importance ; ainsi, les projets de « Priorité 1 » qui sont les « projets nationaux prioritaires pour le développement des routes commerciales essentielles sur le réseau fédéral », à savoir les grands axes Nord-Sud et Est-Ouest, absorberaient plus de 60% des 990 M USD.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Les Chinois se positionnent sur l'aérien**

Le constructeur aéronautique chinois AVIC International va former une cinquantaine de jeunes congolais au pilotage des aéronefs de type "ASJ 21" d'une capacité de 85 à 90 places, dans son académie basée en Afrique du Sud. Ce programme de formation s'inscrit dans le cadre de la coopération sino-congolaise en matière d'aviation civile et répond au projet d'exploitation au Congo de ce type d'appareils pour assurer le transport des passagers au niveau national et sous-régional. Les deux pays partenaires ont également prévu de créer une joint-venture pour exploiter le centre de maintenance aéronautique qui sera construit à Brazzaville, grâce à la coopération chinoise.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville/Banque mondiale : plus de 1 200 jeunes formés dans le cadre du PDCE**

735 jeunes Brazzavillois, inscrits dans le cadre du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE) cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, ont reçu leurs attestations de fin de formation. Ces jeunes, qui s'ajoutent aux 511 déjà certifiés à Pointe-Noire dans le cadre du même projet, ont été formés dans des filières telles que la mécanique, la soudure, les métiers du bâtiment, la coiffure, la couture, et la pâtisserie. Le PDCE vise à terme la formation de 15.000 jeunes afin de faciliter leur insertion professionnelle et les aider à se lancer dans l'entrepreneuriat.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville a signé une convention de partenariat avec l'Université privée de Marrakech**

Le ministre congolais de l'Enseignement technique et professionnel et le Président-fondateur de l'Université privée de Marrakech (UPM) ont récemment signé une convention de partenariat pour la formation des étudiants congolais durant l'année académique 2016-2017, dans des filières stratégiques qui tiennent compte de l'adéquation formation/emploi. La République du Congo est le premier pays en Afrique centrale qui disposera d'un campus de l'UPM. La première pierre de la construction de ce campus, financé par l'UPM, a été posée le 30 janvier 2017 à Oyo (département de la Cuvette), dans le cadre du partenariat qui lie cet établissement à la Fondation congolaise Perspectives d'avenir.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le transport fluvial soutenu par le Fonds bleu**

Dans le souci de développer le transport fluvial congolais, le ministre des Transports a annoncé le 23 février la création de la Société congolaise des transports fluviaux (Socotraf). L'ensablement des cours d'eau, le manque d'embarcations et leurs coûts d'exploitation élevés empêchent le développement du trafic fluvial, alors même que la demande de la population pour ce moyen de transport est en augmentation. L'investissement nécessaire à la rénovation des voies navigables pourrait être facilité par le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, dont le MoU sera signé le 9 mars à Oyo par les 12 pays africains concernés. Ce Fonds sera doté d'une subvention de 100 M EUR reductible annuellement.

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ouganda : création d'un fonds d'investissement pour développer le secteur agricole

Le *Yield investment Fund* a été officiellement lancé en présence du délégué permanent de l'Union Européenne au début du mois de février. Ce fonds, qui permettra à des agriculteurs ou des petits entrepreneurs de bénéficier de prêts à taux réduits, a pour objectif de soutenir le développement du secteur en favorisant la création de valeur ajoutée localement. L'Union Européenne, le Fonds international pour le développement agricole (IFAD) et le *National Social Security Fund* (NSSF) se sont associés pour alimenter le fonds de plus de 12 M USD (46 Mds UGX). Deloitte Uganda et *Pearl Capital Partners*, investisseur mauricien, devraient également investir en capital, à hauteur de 13 MUSD d'ici la fin de l'année.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : un prêt chinois de 4,5 Mds USD pour soutenir la mécanisation agricole ?

Le gouvernement fédéral nigérian a rencontré la société YTO China-Africa Machinery Corporation (CAMACO) pour discuter de la mise en œuvre d'un prêt pour le développement des infrastructures agricoles de 4,5 Mds USD (fourniture de machines agricoles et du matériel d'irrigation), dans les Etats de Jigawa, Kebbi, Ebonyi et Oyo. Le ministre nigérian de l'agriculture, Audu Ogbeh, a également demandé à CAMACO d'assembler le matériel au Nigéria et d'envisager la fabrication locale de certains composants. Cette annonce a été suivie par des nouvelles déclarations du ministre, affirmant les ambitions du pays d'atteindre une production de 7 M de tonnes de riz d'ici 2018.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le ministère fédéral de l'Agriculture souhaite développer les pêches

D'après le ministre nigérian de l'Agriculture, Auduh Ogbeh, le Nigéria dépenserait chaque année 700 M USD dans les importations de poissons. La demande du marché intérieur atteindrait 3,32 M t alors que la production n'atteindrait, elle, qu'1,13 M t. La pisciculture fournirait entre 400 000 et 600 000 t. Dans cette période de pénurie de devises, le Ministre a annoncé que le gouvernement fédéral ne permettrait plus qu'on alloue des devises aux importations de poissons. Des opportunités dans le développement des secteurs de la pêche et de la pisciculture pourraient alors se dessiner.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Mozambique : Le pays exportera des avocats vers l'Europe dès 2017

La société mozambicaine Westfalia Fruto Moçambique commencera à exporter des avocats en Europe et plus particulièrement en France. Les avocats produits destinés à l'exportation proviennent de la province de Manica, à la frontière zimbabwéenne. Ainsi, près de 400 tonnes d'avocats seront exportées vers la France dès le mois de mars 2017. Cette démarche suit une stratégie expansionniste en Europe du groupe sud-africain, qui compte consacrer 7 000 tonnes d'avocats à l'exportation dans le monde d'ici 2021. Ce développement agricole du Mozambique ouvre de nombreuses opportunités pour les entreprises françaises de machinisme. Le groupe est une filiale du groupe sud-africain Westfalia Fruit.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

▼ **Cameroun : forte hausse de la production de café transformé**

La transformation locale de café camerounais est passée de 448 tonnes en 2015 à 3 786 tonnes en 2016. Cette augmentation serait liée à une hausse de la consommation locale de café, et aux programmes de promotion du café camerounais lancés par le Ministère du commerce. Le nombre de torréfacteurs au Cameroun est passé de 12 à 16 en cinq ans.

✉ jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la baisse attendue de la récolte de cacao ne fait pas obstacle au développement de l'industrie de transformation**

La production de cacao a connu une croissance soutenue depuis le minimum de 210.000 tonnes atteint en 2013/2014. Elle est passée à près de 230.000 tonnes en 2014/2015 puis à près de 270.000 tonnes en 2015-2016. Selon les premières estimations, la récolte 2016/2017 devrait être inférieure à la récolte précédente, en raison notamment de la baisse des prix. Si les exportations ont baissé de 12% en volume en 2016 par rapport à 2015, la transformation locale a cru de 6%. L'extension des capacités installées et l'implantation d'une usine d'une capacité de 50.000 tonnes/an à Mbalmayo à environ 50 km de Yaoundé devrait permettre la poursuite de l'augmentation du taux de transformation.

✉ françois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Saris Congo annonce une production de sucre à la hausse**

À l'occasion de la cérémonie de lancement officiel de sa campagne de commercialisation de sucre blond, la Saris Congo, filiale du groupe français SOMDIAA, a annoncé qu'elle prévoyait une augmentation de presque 70 % de sa production entre 2016 et 2017, grâce à une pluviométrie favorable et des rendements encourageants. Tablant sur une récolte de 70.000 tonnes de sucre pour l'année à venir, l'entreprise devrait couvrir la demande nationale, qui se situe entre 60.000 et 63.000 tonnes, et dégager un excédent exportable. Le prix de vente au détail à Brazzaville et Pointe-Noire, déterminé par Saris Congo, est de 300 FCFA (0,45 EUR) le paquet de sucre de 500 g et 600 FCFA (0,90 EUR) pour 1 kg.

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : JTAgro inaugure une exploitation maraichère à Djeno**

Djeno, un petit village côtier à proximité du terminal pétrolier de Total, a vu le 9 février l'ouverture d'une exploitation maraichère de 15 ha pilotée par l'entreprise JTAgro fondée par deux Français. Outre le soutien de Total, qui a mis à disposition le terrain et octroyé une subvention de 150 000 EUR, le projet a obtenu un prêt de la Banque Commerciale Internationale du Congo, garanti en partie par l'AFD. 40 % de la production, estimée à 600 tonnes, sera achetée par Sodexo pour l'approvisionnement des plateformes offshore de Total. Le coût du projet est de 661 000 EUR pour un chiffre d'affaires de 1 M EUR attendu la première année. La surface cultivée de l'exploitation pourrait doubler et l'initiative être dupliquée à Brazzaville.

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Comores : vers une diversification des activités de la Société Comorienne des Hydrocarbures

A l'occasion d'une conférence de presse, le directeur de la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH) a exposé les perspectives à court et moyen terme de cette société d'État détenant le monopole de l'importation et de la commercialisation des produits pétroliers. La SCH entend aujourd'hui diversifier ses activités : ainsi, la nouvelle direction de la SCH a annoncé le lancement de trois projets : i) une commande de plus de 100 tonnes de bitumes à des fins de commercialisation ; ii) la création d'une unité d'emplissage de gaz ; et iii) la création d'un partenariat avec Shell pour que la SCH devienne un distributeur agréé des lubrifiants.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Ouganda : extension du réseau électrique

Le gouvernement ougandais et la Banque mondiale se sont mis d'accord sur l'octroi d'un prêt de près de 100 M USD (près de 36 Mds UGX). Ce projet consiste à étendre le réseau électrique dans la région du Nil occidental (West Nile), qui n'est pas connectée au réseau national à ce jour. Ce projet entre dans le cadre du développement du Nord-Ouest de l'Ouganda, autour de la ville de Gulu, qui a vocation à devenir un pôle logistique alternatif à Kampala, congestionnée, et desservira la zone d'exploitation pétrolière à l'ouest du pays, l'est de la RDC et le Soudan du Sud. Si aucune date n'a pour le moment été arrêtée, le gouvernement espère être en mesure de contracter ce prêt d'ici janvier 2018, sous réserve de l'approbation du parlement.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la dette des opérateurs du secteur électrique atteindrait 2,4 Mds USD.

Le Président a annoncé que la dette des opérateurs du secteur électrique atteignait actuellement 2,4 Mds USD, mettant en péril non seulement la production et la distribution d'électricité mais également la stabilité du secteur bancaire du pays. Les sommes dues aux banques locales représentent 800 M USD. Un accord trouvé en fin 2016 avec les établissements créanciers a permis de réduire le montant des remboursements grâce à une réduction des taux d'intérêt (de 30 à 22 % pour la dette domestique et de 11 à 8,5 % pour la dette extérieure). Le Président a rappelé son objectif de faire baisser les taxes sur l'électricité afin d'en rendre les tarifs plus abordables, notamment pour les entreprises dont la compétitivité est affectée par des prix 10 fois supérieurs à la moyenne de la sous-région.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : 53 M USD mobilisés pour la réhabilitation et l'extension du système de distribution électrique Bo-Kenema.

La Sierra Leone va bénéficier d'un financement de 53 M USD dans le cadre du projet énergétique régional Bo-Kenema Power Supply. Le financement sera apporté par la Banque africaine de développement, qui supervisera le projet, et le Département britannique pour le développement international, respectivement à hauteur de 13 et 40 M USD. Le projet prévoit la construction d'une ligne électrique de 33 KV entre les districts de Bo (Bo city, 2^{ème} ville du pays) et Kenema (Kenema, 3^{ème}), ainsi que celle de nouvelles sous-stations. Un volet formation de l'Electricity Distribution and Supply Authority (EDSA) est également prévu. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de reprise post-Ebola du gouvernement sierra-léonais.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Inauguration d'une centrale de traitement de drainage minier acide

La Ministre sud-africaine de l'eau et de l'assainissement a inauguré mardi 21 février l'une des plus importantes stations de traitement de drainage minier acides du monde. Avec une capacité de traitement de 110 méga litres d'eau contaminée par jour, le site du bassin Est de l'ancienne mine de Grootvlei assure une solution durable d'épuration et sécurise en partie l'approvisionnement de la région du Gauteng. Ce projet, fruit d'un investissement de plus de 680 M EUR, fut piloté par la société publique Trans Caledon Tunnel Authority (TCTA) dont le travail a été salué par la ministre.

✉ stefane.leny@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Nersa accorde une hausse de 2,2 % des tarifs d'Eskom pour l'année 2017/18

Le régulateur national sud-africain en charge de l'énergie (Nersa) a autorisé le fournisseur national d'électricité Eskom à augmenter ses tarifs à hauteur de 2,2 % seulement pour l'année 2017/18. Avec 205 Mds ZAR de revenus estimés pour la période, dont 23 Mds ZAR dédiés aux achats auprès des producteurs indépendants d'électricité (IPP), les recettes seront en mesure de couvrir tous les coûts autorisés d'Eskom. Le nouveau tarif devrait entrer en vigueur en juillet.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : signature d'un second mandat Scaling Solar avec la Banque mondiale pour 500 MW

La Zambie a signé avec la Banque mondiale un second mandat portant sur la construction de 500 MW de centrales solaires dans le cadre du programme Scaling Solar. Un 1^{er} cycle d'approvisionnement permettra l'installation de 4 centrales d'une capacité comprise entre 50 et 100 MW. La demande de qualification pour le 2^{ème} tour, diffusée fin mars 2017, permettra de porter cette capacité à 500 MW. Les deux développeurs sélectionnés lors de la 1^{ère} étape et les agences zambiennes compétentes travaillent actuellement à la conclusion des différents contrats, une tâche prévue pour être achevée au plus tard en mai 2017.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Quel mix énergétique pour 2050 ?

Le *Council for Scientific and Industrial Research* (CSIR) a dévoilé une simulation du mix énergétique sud-africain qu'il estime être la plus rentable pour le pays. Cette étude défend un choix plus ambitieux dans le développement de l'éolien et du solaire que celui fait par le Département de l'Energie dans son *Integrated Resource Plan*. La simulation propose une part élargie à 70 % pour le renouvelable, le reste étant attribué au gaz, à l'hydraulique et au charbon, qui aurait toujours sa place, aussi minime soit-elle, dans le mix énergétique sud-africain. L'omission notoire de ce modèle est le nucléaire. Ce modèle permettrait une économie annuelle de 6 Mds EUR, 130 M de tonnes de CO2 rejetées et 29 Mds de litres d'eau.

✉ stefane.leny@businessfrance.fr

▼ Gabon : Subvention de 187 Mds FCFA par le Green Climate Fund

Le Conseil National du Climat (CNC) et la Caisse de Dépôts et Consignations (CDC) ont signé une convention relative à la gestion de la subvention, d'un montant de 300 000 USD, accordée par le Fonds Vert pour le Climat. La CDC sera en charge des aspects juridiques et financiers, tandis que le CNC veillera à la sensibilisation et à la sélection de projets éligibles aux financements. Ce premier versement fait suite à la COP22 qui s'est tenue à Marrakech en Novembre 2016.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Ouganda : ouverture de la première raffinerie d'or en Afrique de l'Est

L'*African Gold Refinery*, première raffinerie aurifère d'Afrique de l'Est, située à Entebbe, a été inaugurée le 20 février dernier par le président Yoweri Museveni. Elle raffinera principalement l'or produit en Ouganda, mais également en provenance de la République Démocratique du Congo et du Soudan du Sud. Les recettes liées au commerce aurifère de l'Ouganda devraient être multipliées par trois d'ici 2020, sachant que le minéral rapporte déjà près de 204 MUSD au pays chaque année. A ce jour, l'or constitue le deuxième poste d'exportation de l'Ouganda, après le café. La raffinerie, détenue majoritairement par un spécialiste belge du raffinage de l'or, représente un investissement estimé à 15 M USD.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : partenariat soudano-saoudien pour la production de cuivre

La société aurifère ARIAB Mining Company (AMC), premier producteur aurifère au Soudan, a signé un partenariat avec l'entreprise saoudienne Copper Smelting Company, pour l'exploitation de ses gisements de cuivre dans le nord-est du Soudan. La production prévue, de 300 000 tonnes de minerai par an, alimenterait la raffinerie de la société saoudienne située dans la ville saoudienne côtière de Yanbu, sur la Mer Rouge, à 400 kilomètres environ de la côte soudanaise. Autrefois partenariat franco-soudanais, AMC a produit deux tonnes d'or en 2016, pour une valeur de 88 M USD. La société estime à cinq millions de tonnes les réserves en minerai de cuivre dans l'ensemble de ses quatre concessions.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : financement trouvé pour le transport de l'énergie de Memve'ele

Un accord de prêt d'un montant de 86 Md de FCFA par l'Exim-Bank of China a été signé hier entre le MINEPAT et le représentant de la banque chinoise. Ce prêt servira à financer les lignes de transport de l'électricité produite à Memve'ele.

✉ jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : baisse de la production d'aluminium en 2016

Sur l'année 2016, la production d'aluminium a baissé de 4,1% par rapport à 2015. Le recul des cours de l'aluminium et une période d'étiage du barrage d'Edéa assez rude seraient en cause. En valeur, les ventes ont également baissé de 12%, non seulement en raison de la baisse des cours, mais aussi par une baisse de la demande nigériane. Enfin, l'absence de repreneur du capital d'Alucam depuis la sortie de Rio Tinto pèse négativement sur le secteur.

✉ Jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : forte hausse de la production de ciment en 2016

Cette production aurait cru de 22,2 % en 2016, en raison d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production de la nouvelle cimenterie DANGOTE. La concurrence accrue sur le marché a eu pour effet de faire baisser les prix à la tonne à la sortie d'usine, d'environ 8,7 % sur le marché local, et 7,1 % pour les exportations.

✉ Jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : 25 millions d'abonnés pour la téléphonie mobile et 9 millions d'abonnements internet

Selon le cabinet Deloitte, la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire a enregistré fin 2016, environ 25 millions d'abonnés, soit un taux de couverture de plus de 100 %. Le pays enregistre neuf millions d'abonnements internet. Trois millions d'Ivoiriens utilisent Facebook et 300 000 sont utilisateurs de Twitter. Globalement, l'économie numérique représente 7 à 8 % du PIB ivoirien. Le pays compte trois sociétés de téléphonie : Orange (48 % de part de marché), le Sud-africain MTN (33 %) et l'émirati Moov (19 %). Le gouvernement a attribué en 2016 la quatrième et dernière licence « 4G Globale » au libyen LPTIC. Sur le segment internet, les autorités ivoiriennes visent un taux d'accès de 90 % d'ici 2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : ouverture en 2017 d'une filiale de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur (BMICE)

L'annonce vient d'être faite par le directeur général de la BMICE. Pour mémoire, ce projet avait été approuvé depuis 1991 par les gouvernements des pays de l'UMA (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie). La BMICE, dont le siège est à Tunis, est dotée d'un capital de 150 M USD. Elle a été créée pour financer des projets dans les télécommunications, les infrastructures et l'électricité dans les pays du Maghreb et contribuer au renforcement des échanges commerciaux de cette zone (UMA).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : feu vert des autorités américaines pour l'ouverture d'une ligne aérienne directe vers les Etats-Unis

L'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA), premier aéroport du pays, situé à Nairobi, a obtenu l'accord des autorités américaines pour l'établissement de liaisons directes, après avoir satisfait aux tests de résistance de ses procédures de sécurité. Jusqu'alors, les voyageurs en provenance ou vers les États-Unis devaient transiter par l'Europe ou les pays africains agréés par l'aviation civile américaine, comme l'Éthiopie ou l'Afrique du Sud. Les premières liaisons directes pourraient être envisagées d'ici la fin 2017, selon les autorités kenyanes. Sur le plan commercial, cet accord devrait permettre de raccourcir les délais d'exportation des produits kenyans à destination des Etats-Unis.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : 2016, année morose pour Barclays

La filiale kényane de Barclays, cinquième banque de la place, a enregistré une baisse de 10% de son bénéfice avant impôt par rapport à 2015, passant de 118,4 M USD (12,1 Mds KES) à 105,8 M USD (10,8 Mds KES). Alors que les revenus de la banque ont augmenté de 9 % par rapport à 2015, la forte hausse (122 %) des provisionnements sur les actifs, provoquée par l'envolée des prêts non performants, de 37,1 M USD à 86,2 M USD (3,8 Mds KES à 8,8 Mds KES), a érodé les résultats de la banque. L'impact du plafonnement des taux d'intérêt est relativement modéré à ce jour, la marge nette sur les crédits étant passée de 10,6 % à 10,3 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : chute du volume des transactions boursières

Le volume d'échange enregistré au *Dar es Salaam Stock Exchange* (DSE) a fortement baissé au cours des dernières semaines, passant de 1,1 MUSD par semaine à moins de 100 000 USD. Deux raisons sont avancées pour expliquer l'attentisme des investisseurs : la publication imminente des résultats annuels de plusieurs entreprises cotées et l'introduction en bourse à venir des opérateurs de télécommunications. Pour rappel, le *Finance Act 2016* a imposé l'émission sur les marchés d'au moins 25 % du capital des opérateurs. Sur les huit enregistrés, seul le leader Vodacom semble en mesure de mettre ses actions en circulation rapidement. Les analystes sont sceptiques sur les capacités des autres opérateurs (dont Tigo et Airtel) à réussir leur émission d'actions.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les opérateurs téléphoniques pourraient bloquer WhatsApp, Skype et d'autres services VoIP

Selon le journal Daily Post, les opérateurs téléphoniques au Nigéria envisageraient de bloquer les appels via les applications VoIP. D'après un témoignage anonyme d'un cadre de l'une des principales sociétés de télécommunications du pays, le manque à gagner pour les opérateurs serait d'environ 100 000 Mds NGN (315 Mds USD) entre 2012 et 2017 et pourrait s'établir entre 20 000 Mds NGN (63 Mds USD) et 30 000 Mds NGN (94 Mds USD) d'ici la fin de 2018, si aucune mesure n'est prise. En réaction à ces annonces, le directeur des affaires publiques de la Nigerian Communications Commission (NCC), l'instance de régulation du secteur, a déclaré n'avoir aucune information à ce propos et que la NCC ne réglemente pas les activités Internet.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Facebook au Nigéria durant la Social Media Week

Chris Cox, Chief Product Officer chez Facebook, a participé à la Social Media Week de Lagos pour parler de l'avenir des médias et rencontrer des entrepreneurs et créateurs de contenus nigériens. D'après lui, le Nigéria s'impose aujourd'hui comme une véritable plaque tournante de l'innovation et de la créativité en raison de sa vigoureuse industrie culturelle et de son secteur de la technologie mobile en pleine croissance. Le Nigéria est la première étape d'un voyage d'une semaine en Afrique de l'Ouest. Chris Cox visitera aussi le Ghana et le Sénégal pour se frotter aux défis et opportunités auxquels les gens de la région sont confrontés, afin que Facebook puisse servir au mieux les créatifs, entrepreneurs et développeurs africains.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : les groupes sud-africains d'ameublement Steinhoff et de distribution Shoprite renoncent à leur projet de fusion**

Initiée en décembre dernier, la fusion aurait permis de rassembler les actifs de M. Wiese dans le secteur de la distribution (23 % Steinhoff et 16 % Shoprite) au sein d'une seule entité Retail Africa, donnant ainsi naissance à un géant de la distribution (valeur d'environ 400 Mds ZAR (30 Mds USD) et employant 186 000 personnes.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Signature d'une Déclaration d'intention entre l'Afrique du Sud et la France sur la Santé**

Le 16 février 2017, l'Ambassadeur de France Mr Farnaud et le Dr. Motsoaledi, Ministre Sud-Africain de Santé, signent un nouvel accord resserrant la coopération entre la France et l'Afrique du Sud sur le secteur de la santé. La Déclaration insiste sur le renforcement du réseau d'infrastructures de santé en Afrique du Sud, l'augmentation des financements pour améliorer le système de santé et le partage d'expérience entre professionnels français et sud-africains, en vue d'un meilleur accès aux services de santé. Les nombreuses constructions et rénovations d'hôpitaux du secteur public présenteront de réelles opportunités d'affaires pour les sociétés françaises exportatrices.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Zambie : Le gouvernement décide la dissolution du conseil d'administration de Zamtel**

Ce 18 février, le gouvernement zambien a décidé la dissolution de l'organe décisionnel de l'opérateur public des télécommunications du pays, Zamtel. Le conseil d'administration, présidé jusqu'alors par M. Mwanakatwe, paye les mauvaises performances financières de l'entreprise publique. Pourtant, le gouvernement avait décidé en 2015 un plan de recapitalisation de la société, contribuant à lancer un plan de développement dans les zones rurales du pays. Mais la faible présence de l'opérateur sur le segment mobile explique en partie ses difficultés. Le nouveau conseil d'administration, présidé temporairement par M. Mupeta, aura pour objectif de renouer avec la croissance de l'entreprise.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ Canal+ met à l'honneur le cinéma africain

CANAL+ est partenaire de la 25^e édition du festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Trois co-productions CANAL+, Félicité (Grand Prix du Jury, Berlinale 2017), Le Gang des Antillais et Wulu, sont en lice pour l'Étalon d'Or. À cette occasion, la salle Canal Olympia Yennenga, quatrième du réseau de salles en Afrique du groupe Vivendi, a été inaugurée le 24 février en présence de son Excellence le Président Roch Marc Christian Kaboré. En association avec la Guilde Africaine des Cinéastes et Patou Films International, CANAL+ organise la remise du prix spécial Thomas Sankara et la Nuit de la Série Africaine. Enfin, sur ses chaînes, le groupe propose un dispositif spécial : « FESPACO à l'honneur ».

✉ ma@35nord.com

▼ Comores : visite d'une délégation du groupe Airbus

Une délégation du groupe européen Airbus a été reçue par le Président des Comores le 22 février 2017. Le Président Azali et le groupe Airbus ont tous deux fait part de leur ouverture à la création d'un partenariat : le projet de construction d'un centre de contrôle et de surveillance de l'espace maritime et d'optimisation de la pêche par les structures locales a notamment été discuté. Le groupe Airbus a par ailleurs invité le Président Azali au siège du groupe à Toulouse.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Ethiopie : renforcement de la présence d'Accor avec trois nouveaux hôtels

Le groupe hôtelier AccorHotels a signé des accords de partenariat avec des investisseurs éthiopiens pour la construction et la gestion de trois nouveaux hôtels : i) un Mercure de 162 chambres situé près de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, prévu pour 2020, ii) un Ibis Styles de 135 chambres, dans le quartier de Kazanchis, qui devrait être opérationnel fin 2019, iii) un hôtel Ibis de 230 chambres situé près de l'Union Africaine, qui ouvrira ses portes en 2021. Ces trois hôtels représentent plus de 500 chambres et viennent s'ajouter aux deux projets signés en 2014 et 2015 respectivement, pour un Pullman de 330 chambres et un Novotel de 156 chambres.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La compagnie aérienne Comair en lice pour le rachat d'Air Botswana

Le gouvernement Botswanais a annoncé sa volonté de se séparer de la compagnie aérienne nationale : Air Botswana. Ce souhait s'inscrit dans la vague de privatisation de l'Etat qui cherche à se séparer des entreprises publiques déficitaires. Déjà intéressé par le passé, Comair a réitéré son offre de rachat en ajoutant qu'elle cherchait en parallèle d'autres opportunités d'investissements. En plus des quatre lignes intérieures, Air Botswana dessert les villes sud-africaines du Cap et Johannesburg depuis Gaborone.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Gabon : Alain Bâ Oumar, nouveau président de la CPG

Le nouveau « patron des patrons » a été élu à la tête de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) vendredi 24 février dernier. Il succède ainsi à Jean Bernard Boumah pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. L'entrepreneur devra s'atteler au dossier de la participation des entreprises gabonaises à l'élaboration des grands chantiers de l'Etat via une participation au Haut Conseil des Investissements (HCI). Alain Bâ Oumar est le président d'IG Telecom, fournisseur de services de télévision satellitaire, de radio, d'Internet et de services VoIP au Gabon, au Congo et à Sao-Tomé-Et-Principe. Il a contribué à la création du syndicat sectoriel des communications par satellite.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Premier budget annuel voté pour la SONATREL

Le conseil d'administration de la Société Nationale de Transport d'Electricité (SONATREL) s'est tenu le 28 février à Yaoundé en présence du ministre de l'Eau et de l'Energie, pour une présentation du budget 2017. Ce budget de 20 Md FCFA a été voté. Il se répartit entre l'investissement (16 Md FCFA) et le fonctionnement (4 Md FCFA).

✉ jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : ouverture prochaine d'un supermarché Carrefour à Douala

L'ouverture de la première grande surface de l'enseigne de supermarchés est prévue pour avant la fin de cette année. Le leader français envisage l'ouverture de six centres commerciaux au Cameroun d'ici à 2020. Près de 5 000 emplois directs et indirects seraient concernés. Dans sa stratégie, Carrefour entendrait faire venir les grandes enseignes au Cameroun et promouvoir les produits « Made in Cameroon ».

✉ jean.caro@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Renault développe une nouvelle expérience marketing en ligne

S'appuyant sur une étude américaine qui révèle l'importance croissante des recherches sur internet avant l'acte d'achat d'un véhicule, Renault South Africa modernise son site. Un individu en quête d'un nouveau véhicule va passer en moyenne 13h à collecter des informations sur internet pour ensuite ne se rendre en moyenne que chez 1,1 concessionnaires. C'est pourquoi, le constructeur français a renforcé le contenu vidéo de sa plateforme internet et propose maintenant des *Live Showrooms*. Ce sont des conférences en ligne que les clients potentiels peuvent rejoindre et au cours desquelles un vendeur présente en direct un véhicule et répond aux questions des futurs acheteurs via le lien : <http://liveshowroom.renault.co.za>.

✉ eugenie.chevalot@businessfrance.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Niger : première édition du forum *SahellInnov* à Niamey

La première édition du forum *SahellInnov* s'est tenue du 21 au 23 février 2017 à Niamey sous le Haut patronage du Président de la République du Niger, Issoufou Mahamadou, et de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Michaëlle Jean. L'organisation de ce forum est une initiative du Centre incubateur des petites et moyennes entreprises du Niger (CIPMEN). Plusieurs partenaires ont contribué financièrement à la tenue de ce forum, dont la Banque mondiale, l'AFD et l'Ambassade de France. Le thème retenu pour ce forum était « Innover pour un développement durable au Sahel ».

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Conférence Internationale sur la Croissance Partagée multilatérale avec l'Afrique

L'ONG Croissance PEACE, la croissance partagée multilatérale avec l'Afrique, organise à l'Assemblée Nationale sa conférence internationale annuelle le 16 mars prochain.

Inscription: www.croissancepeace.org

✉ ludovic.emanuely@croissancepeace.org

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

